



► Quel équilibre entre les territoires urbains et ruraux ?

Commissariat général à l'égalité des territoires.

Etude flash, août 2018. En ligne

Données récentes, cartes et éléments d'analyse : le CGET propose une « étude flash » dressant un portrait dynamique de l'implantation des ménages, des entreprises et de l'emploi public dans les territoires français. Aujourd'hui, la France connaît une reprise économique, mais ses territoires sortent profondément transformés de dix ans de crise. Les dynamiques à l'œuvre durant cette décennie ont déstabilisé les équilibres territoriaux. Les disparités entre territoires urbains et ruraux, mais aussi entre les territoires urbains, et entre les territoires ruraux eux-mêmes, se sont accentuées. L'équilibre entre les territoires a toujours été une ambition forte de l'aménagement du territoire. À travers l'objectif de cohésion territoriale et l'accompagnement des projets de développement de tous les territoires, le Gouvernement a fait de cet enjeu une priorité nationale.

Bien commun

► L'entreprise et la fabrique du bien commun.

Marthe De La Taille-Rivero.

Futuribles, n°426, sept-octobre 2018. 14 p.

Il fut longtemps considéré en France que le rôle des entreprises consistait quasi uniquement à faire des profits au bénéfice essentiel de leurs actionnaires, que tout ce qui relevait de l'intérêt collectif était du ressort presque exclusif de l'État. Mais cette répartition des rôles est peut-être en train de voler en éclats sous l'effet d'une multitude de facteurs. L'article relate comment a germé en France, principalement après la Seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion de quelques grands patrons et souvent sous l'influence des pays anglo-saxons, un certain souci du bien commun. Si le soutien des entreprises a d'abord été ciblé sur des activités culturelles, leur champ d'intervention s'est ensuite considérablement diversifié pour s'étendre aux questions sociales, puis aux problèmes d'environnement et de développement durable, ainsi qu'aux enjeux de développement local.

Economie sociale et solidaire

► Accompagnement à la création d'entreprise : quelles coopérations entre dispositifs classiques et ESS ?

Avisé ; Science Po (Ecole urbaine). Juin 2018. 28 p.

Réalisée en partenariat avec l'Ecole Urbaine de Sciences Po, dans le cadre d'un projet collectif mené par des étudiants du master « Stratégies territoriales et urbaines », cette étude s'appuie notamment sur l'analyse de trois territoires aux caractéristiques différentes : un territoire rural (Franche-Comté), une métropole (Lyon), un territoire dense en quartiers prioritaires de la politique de la ville (Seine-Saint-Denis). Au sommaire : présentation de l'étude ; principaux enseignements sur les leviers, les formes et les clés de succès des coopérations ; études de cas de coopérations réussies.

Education

► Comment l'orientation scolaire renforce les inégalités.

Philippe Testard-Vaillant.

CNRS Le Journal. Août 2018. En ligne

Alors que l'école française pêche par un trop grand élitisme, le système d'orientation des jeunes vers l'enseignement supérieur favoriserait le maintien des inégalités sociales. Une problématique au cœur des recherches d'Agnès van Zanten, sociologue et spécialiste des politiques éducatives.

Innovation

► Les réseaux d'innovation public-privé dans les services : une nouvelle expression des réseaux d'innovation dans une économie des services et du développement durable.

Faridah Djellal ; Gallouj Faïz .

Revue d'économie industrielle, vol. 161, n° 1. 2018. pp. 67-118.

Le concept de réseau d'innovation est un concept bien établi qui a fait l'objet d'une abondante littérature. Les auteurs s'intéressent ici aux réseaux d'innovations particuliers, encore peu connus, mais qui se développent dans une économie de service dominante : les réseaux d'innovation public-privé dans les services (RIPPS). Ces RIPPS décrivent des collaborations entre organisations de services publiques et privées dans le domaine de l'innovation.

Jeunesse

► Une politique de jeunesse en territoire rural et périurbain - Monographie en Terres de Lorraine.

Injep - Jean-Pierre Halter.

Injep Notes & Rapports, n° 2018/08. Juillet 2018. 104 p.

Dans le cadre des recherches consacrées à la reconfiguration des politiques publiques en direction des jeunes, l'Injep se propose d'étendre son champ d'investigation aux collectivités locales qui se sont dotées d'une compétence jeunesse dans le cadre d'une intercommunalité, ou qui développent une politique en direction des jeunes dans le cadre d'un pays. Cette monographie est consacrée au pays de Terres de Lorraine et aux communautés de communes de Moselle et Madon et du Pays de Colombey-les-Belles et du Sud Toulinois, qui ont été à l'initiative, dès 1978, d'une démarche de développement local fondée sur le travail d'élus, de représentants de la société civile et de militants, pour dessiner l'avenir du territoire. Dans ce contexte, les auteurs proposent d'analyser, aujourd'hui, comment ces principes fondateurs ont été mis en œuvre au travers des projets de territoire et comment ils ont intégré les questions de jeunesse dans leurs politiques de développement local.

Logement

► Politique du logement : mauvais procès, vrais enjeux.

Jean Bosvieux ; Claude Taffin ; Bernard Vorms – Terra Nova.

Note ; 23 juillet 2018. 20 p.

On invoque si fréquemment le thème de la « crise du logement » qu'on ne sait parfois plus quel problème on cherche à désigner par cette expression. Cette note de Terra Nova cherche à dissiper de nombreux malentendus et à analyser les vrais enjeux des débats sur la politique du logement.

► **Politiques locales de l'habitat. Les expériences rennaise et nancéenne.**

Nelly Mongeois ; Funmi Aminu ; Christophe Blot.

France urbaine. Août 2018. 20 p.

Depuis une trentaine d'années, les villes et métropoles de Rennes et Nancy mènent des politiques locales de l'habitat permettant de maîtriser les réserves foncières et d'impulser des dynamiques positives de développement urbain et d'attractivité territoriale. Alors qu'une nouvelle loi logement (dite ELAN) est en discussion au Parlement, France urbaine entend prendre toute sa part au débat, en présentant des expériences probantes et des retours de bonnes pratiques à l'échelle locale.

Marketing territorial

► **Identification, logiques et efficacité des identités projetées par les villes intermédiaires françaises.**

Benoit Faye.

Revue marketing territorial. Été 2018. En ligne.

Les enquêtes de la littérature consacrée au marketing territorial dénoncent parfois un manque d'analyse et d'étude quantitative du phénomène, en particulier dans le cadre des territoires urbains français. C'est dans cette perspective de recherche que s'inscrit ce travail. Il identifie les identités projetées par les 100 villes intermédiaires les plus peuplées en codant les visuels et les textes des pages d'accueil de leur site web officiel d'où sont extraites les principales dimensions de communication. En se dotant d'une large base de données concernant les villes intermédiaires, il est alors possible d'explorer les logiques de choix d'identités projetées en testant l'existence de corrélation entre elles et les caractéristiques réelles des villes pour l'ensemble de l'échantillon.

Mobilité

► **Quelle politique d'infrastructures en France demain ? Les 3 scénarios proposés par le Conseil d'orientation des infrastructures : une cartographie inédite.**

Michel Savy.

Transport Infrastructures et Mobilité, n° 510. Juillet-août 2018. pp. 22-28

La politique d'infrastructures est au cœur de la politique des transports de l'État. Le rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (COI), remis le 31 janvier dernier, a proposé trois scénarios de programmation pluriannuelle des investissements dans les infrastructures de transport. Dans l'attente des arbitrages budgétaires, le think tank TDIE propose une représentation cartographique inédite de ces trois scénarios et propose une synthèse sur les principaux défis de la politique d'infrastructures de la France pour les prochaines années.

Numérique

► **La transformation digitale des territoires : enjeux, leviers et plan d'action pour les intercommunalités.**

Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF) ; Orange ; Bearing Point. Juillet 2018. 30 p.

Les territoires sont désormais engagés dans une transformation numérique qui bouleverse leur organisation, leur fonctionnement, leur modèle de pensée et leur relation aux citoyens. C'est dans ce contexte que l'ADGCF, Bearing Point et Orange Business Services se sont associés pour produire une étude sur la transformation digitale des territoires avec pour objectifs d'offrir un panorama de l'état d'avancement des projets de numérisation des intercommunalités et de présenter des pistes de travail

pour les accompagner dans la mise en place de stratégies d'application de ces nouvelles technologies.

► **Smart city : "fiction" et innovation stratégique.**

Cynthia Ghorra-Gobin (ss. la dir.)

Quaderni, n°96, 2018/2. 128 p.

Ce dossier se situe à l'intersection de différentes approches de sciences humaines et sociales. Il a pour objectif de questionner le slogan 'smart city' utilisé non seulement par des ingénieurs des techniques numériques mais aussi par des responsables politiques, des professionnels de l'aménagement urbain et des chercheurs. Il tente de répondre à l'interrogation suivante : la 'smart city' relève-t-elle d'un récit de « fiction » au service d'une innovation technique – qui tout compte fait se limite à l'optimisation de services urbains– ou faut-il plutôt l'interpréter comme une innovation majeure autorisant la fluidité de la ville en cours de recomposition spatiale, sociale et économique sous l'effet de la mondialisation et de la révolution numérique ?

► **Numérique et inclusion : personnes vivant en zone rurale.**

Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa) ; Agence du numérique. Juillet 2018. 16 p.

A la suite des trois précédents cahiers du Labo Ansa « *Numérique et inclusion* », l'Ansa publie son quatrième cahier relatif aux usages et aux pratiques numériques des personnes vivant en milieu rural. Parmi les thèmes abordés : quelles sont les contraintes liées à l'utilisation du numérique pour les personnes vivant en zone rurale ? Quels sont les services utiles aux personnes vivant en milieu rural ? Quels lieux d'accompagnement numérique sont à privilégier ? Quelles actions peuvent être réalisées pour faire du numérique un levier d'inclusion ?

Planification

► **Sraddet : planifier autrement ?**

Nicolas Portier ; Romain Briot ; Olivier Crépin et al.

Intercommunalités, n° 231. Août 2018. pp. 8-16

Le document régional de planification « intégrateur » que constitue le Sraddet est encore en devenir. Si beaucoup d'acteurs doutent de l'utilité de l'exercice, il peut pourtant contribuer à redynamiser la planification régionale à la condition d'en penser au plus tôt les modes de territorialisation et de déclinaison contractuelle. Au sommaire du dossier : interview de Carole Delga : « Faire du Sraddet un outil opérationnel et facilitateur » ; « Sraddet : où en sont les régions ? » ; focus sur les bonnes pratiques observées sur le terrain. « Contrats, programmes, schémas : quelle articulation ? » ; « Aménagement et développement économique : l'occasion manquée ? » ; « Les régions veulent réduire la fracture numérique » : enjeu fort pour désenclaver et rééquilibrer les territoires, les régions incluent le numérique pour un meilleur accès aux services et la création d'espaces innovants.

Politique de la ville

► **Ma cité a changé.**

France Inter. (Podcasts)

Zoom de la rédaction, août 2018. 5 séquences en ligne.

A l'occasion du 40e anniversaire de la politique de la ville, France Inter propose une série de regards croisés de trois générations d'habitants des quartiers populaires. Parmi les séquences diffusées : "Aux Mureaux, la rénovation urbaine inaboutie" ; "A Tremblay-en-France, du salariat à l'auto-entrepreneuriat" ; "Au Bois-du-Château (Lorient), le collège va fermer", ...

► **Urbanisme, insécurité alimentaire et organisation commerciale dans les**

quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cas de trois quartiers prioritaires en Ile-de-France.

AC. Frouin [*mémoire universitaire*].

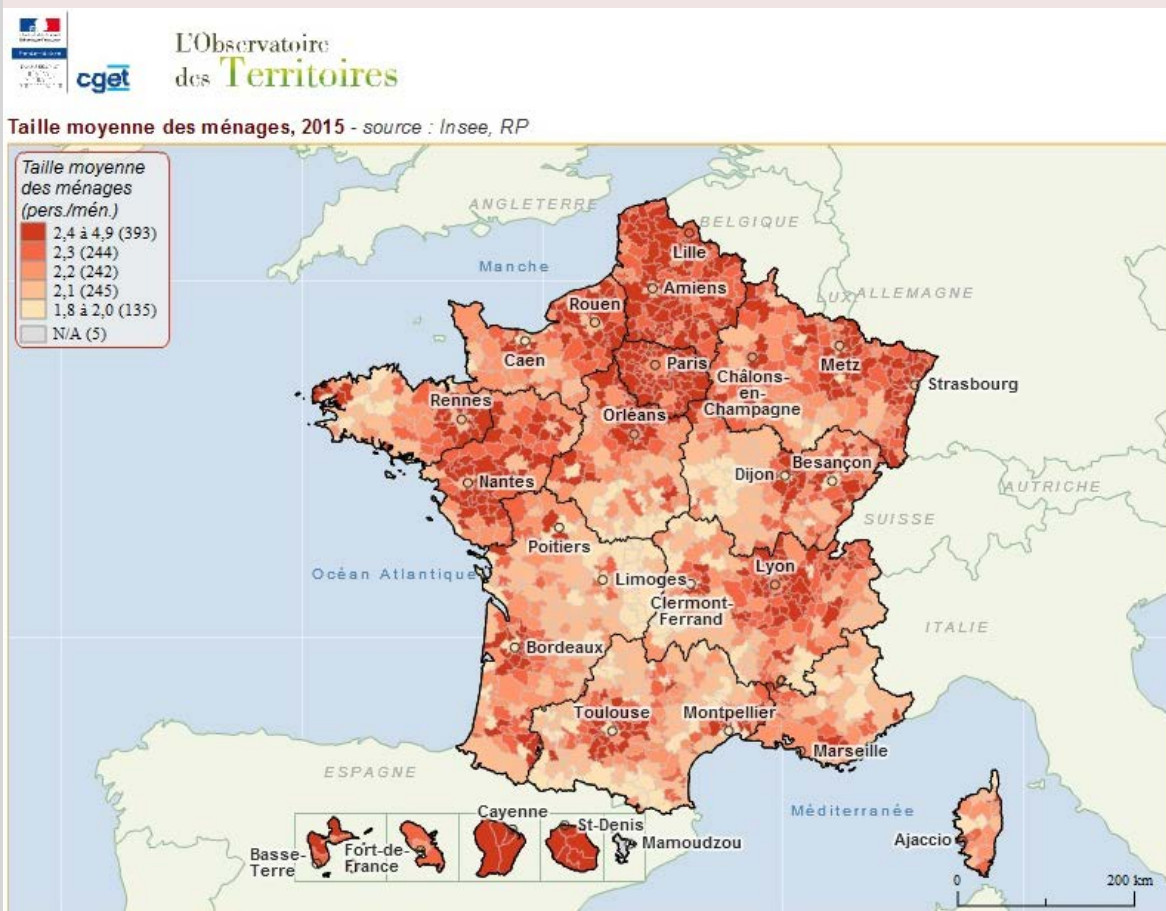
Ecole d'urbanisme de Paris. Juillet 2018. 117 p. Bibliogr.

Problématique centrale de ce mémoire : comment, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, l'organisation urbaine et commerciale, issues de politiques urbaines successives, participent-elles à l'insécurité alimentaire des habitants ? Selon l'auteure, un lien entre surpoids, obésité et vie dans un quartier prioritaire peut être notamment évoqué.

Population

Une carte, un focus

► A l'heure de la rentrée, zoom sur la géographie familiale



La rentrée des classes bat son plein mais savez-vous quels sont les territoires les plus familiaux de France ? La réponse est...l'Ile-de-France, les Hauts-de-France et les territoires d'Outre-mer. Mais le vrai gagnant est le périurbain. En moyenne, les communes situées dans les couronnes des pôles urbains comptent 2,4 personnes par ménage alors que ce chiffre est de 2,1 en moyenne à l'échelle nationale. Plus intéressant encore, la géographie des familles nombreuses et des familles avec 1 enfant diffère radicalement. Alors que les premières sont surtout présentes dans l'Ouest et le Nord du pays, les secondes se retrouvent principalement dans les grandes métropoles et dans les départements du Sud (côtes Atlantique et Méditerranéenne). Bref, parler de la géographie familiale française paraît réducteur et il conviendrait plus de parler des géographies au pluriel.

Pour les découvrir, rendez-vous sur l'application cartographique de l'Observatoire des territoires :

► http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#s=2015;v=map55;i=insee_rp_hist_1968.tmm;l=fr

Rénovation urbaine

► Rapport d'information en conclusion des travaux de la Mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur le financement et le suivi de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine.

Nadia Hai ; Rémi Delatte.

Assemblée nationale (Commission des finances). Juillet 2018. 133 p.

Au cours des cinq mois qu'ont duré leurs travaux, les rapporteurs de la mission d'évaluation et de contrôle sur le financement et le suivi de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine ont mené une quinzaine d'auditions et ont effectué quatre déplacements sur des sites ayant fait l'objet d'opérations de rénovation urbaine. Les rapporteurs ont souhaité concentrer leurs investigations sur l'atteinte de l'objectif législatif de mixité sociale, qui leur apparaît essentiel pour lutter contre l'accumulation des difficultés sociales et qui contribue au vivre-ensemble. Ils ont ainsi mené une réflexion de fond sur la complexité de la notion de mixité sociale. À partir des informations recueillies, les rapporteurs ont tenté de faire un bilan physique et financier de la politique de rénovation urbaine menée dans le cadre du Programme national pour la rénovation urbaine (PNRU) et de dresser les perspectives de la mise en œuvre du NPNRU.

► [Rapport](#) ► [Synthèse](#)

Santé

► Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur l'égal accès aux soins des Français sur l'ensemble du territoire et sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre la désertification médicale en milieu rural et urbain.

Assemblée nationale - Philippe Vigier ; Alexandre Freschi.

Rapport de l'Assemblée nationale, n° 1185. 19 juillet 2018. 2 tomes 237 p. + 564 p.

► [1er tome](#) ► [2e tome](#)

► Retrouver une approche urbaine favorable à la santé. Le cas des études d'impact en santé.

Atelier parisien d'urbanisme (Apur).

Note, n° 132. Juillet 2018. 12 p.

Depuis quelques années en France, des démarches inédites en santé environnementale accompagnent les collectivités dans leur manière de penser, d'aménager, de rénover et de construire la ville. Incitées par les documents cadres que sont les Plans nationaux de santé environnementaux, déclinés à l'échelle régionale (PRSE) voire à l'échelle départementale pour Paris (PPSE), de nouveaux outils d'aide à la décision coconstruits à partir d'une approche scientifique participative sont désormais expérimentés. L'Évaluation d'impact en santé (EIS) constitue l'un des outils au service des collectivités territoriales pour contribuer à une amélioration de la santé par le cadre de vie et pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé. Cette note a pour objet un état des lieux des démarches engagées en matière de santé et urbanisme, à partir d'un exemple d'EIS, l'étude des Papeteries de la Seine à Nanterre, réalisée par l'Apur en 2017.

Société

► Les aspirations et clivages dans la société française : les rapports à la ville.

Dossier 6 / 6

Aurélien Boutaud (sous la dir.).

Grand Lyon, juin 2018. 76 p.

Si les enquêtes d'opinion nous informent régulièrement sur ce que pensent les Français, leurs divergences de point de vue sont le plus souvent analysées sous l'angle de l'âge, de la catégorie socioprofessionnelle, du genre ou encore de l'appartenance politique. Mais on oublie parfois que le lieu de vie peut lui aussi avoir une incidence sur les pratiques et les opinions. Et plus encore, il

apparaît que les Français ont un point de vue souvent bien arrêté sur leur lieu de vie. L'objet de ce dossier consiste à explorer la question du rapport que les français entretiennent avec leur territoire.

Territoires

► **Mission Alsace Grand Est - Rapport au Premier ministre.**

Jean-Luc Marx.

La Documentation française. Août 2018. 141 p.

Circonscription d'action régionale puis région de 1955 à 2015, l'Alsace a intégré le Grand Est le 1er janvier 2016. Le projet de création du Grand Est a été accueilli de façon réservée par les Alsaciens et, même si la mobilisation contre la nouvelle région a faibli après l'adoption de la loi, « le désir d'Alsace » perdure. C'est dans ce contexte que M. Jean-Luc Marx, préfet de la région Grand Est, préfet du Bas-Rhin, a été chargé par le Premier ministre, d'une mission portant sur une évolution institutionnelle de ce territoire. L'auteur analyse tout d'abord la réalité des volontés exprimées par les différents acteurs qui se sont positionnés sur la question de l'évolution des deux départements alsaciens. Il présente ensuite les possibilités institutionnelles d'évolution des deux départements à l'intérieur de la région Grand Est.

► **Redessiner la France. Pour un nouveau pacte territorial.**

Jean Viard.

Fondation Jean Jaurès, juillet 2018. 39 p.

Et si la redynamisation des territoires passait par une véritable révolution ? Pour Jean Viard, développement économique, questions identitaires et problématiques sociales sont inséparables, et c'est en travaillant de manière conjointe à ces trois axes qu'un nouveau pacte territorial verra le jour. Dans cet essai riche de nombreuses propositions sur l'agriculture, le droit à la métropole pour tous, la démocratie dans les quartiers ou la politique de la jeunesse et de la famille, Jean Viard imagine ce que pourrait être une pensée territoriale partagée pour les prochaines années, dans une Europe qui protège.

Cet essai est basé sur une précédente note de J. Viard « Pour une politique du territoire disruptive, vers un nouveau pacte territorial », publiée en mai dernier.

Lire également [l'interview de Jean Viard](#) du 21 août dans *La Gazette des communes*.

Transfrontalier

► **Territoire(s) à l'international.**

Jacques Champagne de Labriolle ; Jean-Luc Marx et al.

Administration, n° 258. Juillet 2018. pp. 21-72.

Thème principal du dossier : l'action internationale des administrations territoriales de l'Etat et des collectivités territoriales.

Au sommaire, deux articles consacrés plus spécifiquement au transfrontalier :

. [Pour une nouvelle approche du transfrontalier](#) par Jacques Champagne de Labriolle.

. [Le transfrontalier, laboratoire de la transformation institutionnelle](#) par Jean-Luc Marx.

Urbain

► **Urbanisme temporaire : des espaces réinventés.**

Marc Lemonier.

Diagonal, n° 203. Juillet 2018. pp. 15-25.

Donner une valeur d'usage aux espaces en friche, telle est l'ambition de l'urbanisme temporaire. Avec la force des "signaux faibles", il réinterroge ainsi la ville en train de se faire et peut contribuer à questionner les valeurs qui la guident. Encore peu nombreuses en France, ces démarches expérimentales suscitent un intérêt croissant. Polymorphes, elles touchent des acteurs aux logiques

fort différentes et réactivent des lieux dans la ville, le temps d'une parenthèse et peut-être au-delà.

Vieillesse

► Vieillir actifs à la campagne.

G-F. Dumont, C. Pilon, B. de Lapasse, M. Talandier et al.

Pour, vol. 233, n° 1, 2018. 252 p.

Les plus de 60 ans vont bientôt représenter le tiers de la population, l'espérance de vie s'allonge...

Les territoires vieillissent, particulièrement les territoires ruraux.

Après avoir pointé les transformations de la place des seniors dans les territoires, dans les rapports sociaux et générationnels, les politiques locales, repéré les nouvelles opportunités, les auteurs relèvent les initiatives, collectives ou individuelles, associatives ou publiques, dans lesquelles les seniors sont piliers de l'action locale. Changer notre regard sur le vieillissement est un défi social, politique et culturel, pour l'avenir de tous...

Actualité parlementaire et réglementaire

► Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance.

Se référer notamment aux articles suivants :

Art. 36 - Dispositif de médiation, créé, à titre expérimental (..) visant à résoudre les différends entre, d'une part, les entreprises et, d'autre part, les administrations et les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale.

Art. 49 - Faciliter la réalisation de projets de construction et favoriser l'innovation.

Art. 64 - Schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires et schémas régionaux sectoriels (modifications).

Annexe - Stratégie nationale d'orientation de l'action publique - L'organisation de l'administration s'adapte constamment à l'évolution de ses missions en tenant compte des nécessités de l'aménagement du territoire.

► Décret n° 2018-676 du 30 juillet 2018 modifiant le décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Le décret réorganise le service du pilotage et de l'évolution des services en vue d'adapter ses missions et son organisation interne aux grandes orientations gouvernementales. Il crée par ailleurs un emploi de délégué à la transformation numérique qui est un axe prioritaire du programme *Action Publique 2022*.

► Circulaire n°6030/SG du 24 juillet 2018 relative à la déconcentration et l'organisation des administrations centrales.

► Circulaire n° 6029/SG du 24 juillet 2018 relative à l'organisation territoriale des services publics.

► Note d'information relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des départements pour l'exercice 2018 et au bilan de l'exercice 2017. Juillet 2018. 10 p.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : enquellesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)